

en Italie, Belgique et Grande-Bretagne où le leader travailliste Morgan Philipps appelle les TUC à « lancer une grande campagne contre les intrigues et les infiltrations (communistes) à l'intérieur du mouvement travailliste ». La concrétisation de cette campagne est la scission de la FSM et la création de la CISL en 1949, dont FO, par l'intermédiaire de son secrétaire Bouzanquet, s'est faite le champion publiquement dans les colonnes du New York Herald Tribune. Cette CISL dominée par l'AFL-CIO se fera le porte-parole des intérêts de l'impérialisme US. Les prises de position de FO sur l'aide américaine au plan Marshall, sur l'agression nord-coréenne le montrent on ne peut plus clairement.

A ce point de vue, la campagne d'Irwing Brown, le délégué de l'American Federation of Labour (AFL) a été couronnée de succès. Il est vrai que ce syndicat, dirigé par le réactionnaire W. Green, n'a pas ménagé ses efforts. Il a affecté 1 million de dollars, soient 125 millions de francs 1948 (soient plus de 18 millions de francs 1972) à son « action extérieure » dont une bonne part a alimenté la caisse de ce qui devait être son plus beau fleuron : FO. C'est ce que révèle sans fards cet extrait du New York Times reproduit dans le très officiel « bulletin de presse américaine » (N° 101) où l'on peut lire qu'« on propose que les Etats-Unis abandonnent leur ancienne politique de non-intervention pour accorder une aide effective aux partis et aux organisations non communistes en France et en Italie. Par exemple, on propose que les Etats-Unis veillent à ce que les partis non communistes de ces deux pays obtiennent le papier et l'argent nécessaires pour mener des campagnes politiques intérieures efficaces et que les éléments socialistes de la CGT en France obtiennent l'appui dont ils ont besoin dans leur lutte contre les communistes ».

Cependant, la bourgeoisie n'a pas encore la force d'exploiter à fond son succès, c'est-à-dire de remplacer le tripartisme vacillant instauré en 1944 par un Etat fort seul capable d'assumer de façon conséquente les mutations nécessaires à la préservation des profits capitalistes. Le changement par rapport à la période précédente réside en ce que cette orientation politique de l'Etat Fort, si elle ne peut à fortiori être prise en charge directement par l'appareil d'Etat lui-même, n'en devient pas moins crédible aux yeux de sa fraction la plus dynamique. Celle-ci d'ailleurs n'hésite pas à appuyer financièrement le lancement du Rassemblement du Peuple Français (RPF) de De Gaulle en avril 1947.

financement du RPF

* Mise sur pied à cet effet en février 1947 de la « British and French Bank for Commerce and Industry » à l'initiative, en particulier, de la BNCI représentée au conseil d'administration par A. Pose (banque Morgan) et G. de Tarde (banque Lazard Frères).

* Une fois lancé, le RPF peut compter sur l'appui d'hommes d'affaires et de finances tels que :

Jonas : président du Crédit Lyonnais

Le Bon : président de l'Union des Banques

Diethelm : directeur de l'Urbaine

Boisdé : président du Bon Marché

Noël : administrateur d'Esso Standard, Rhône-Poulenc, la Compagnie Foncière de France